



Fiche 5.2

Rénover des bâtiments publics de votre collectivité



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

Les collectivités territoriales occupent un parc immobilier important d'environ 280 millions de m², soit 27% du parc tertiaire national. Or, les bâtiments sont responsables de 76% de la consommation énergétique des communes et constituent ainsi un levier important de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Il s'agit aussi d'un enjeu financier pour les collectivités territoriales, puisque la **facture énergétique du patrimoine géré peut représenter plus de 5% de leur budget total de fonctionnement**.

Ces bâtiments sont également particulièrement concernés par le « décret tertiaire », qui suite aux dispositions instituées dans la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan), oblige **tous les bâtiments tertiaires de plus de 1000 m² à réduire leur consommation énergétique de - 40% en 2030, de - 50% en 2040 et de - 60% en 2050**. Pour accéder à la plateforme mise en place pour permettre aux propriétaires de répondre de leurs obligations réglementaires, [cliquez ici](#).

QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

■ 1^{re} étape : mener un état des lieux exhaustif et s'informer sur les solutions

La toute première étape est de pouvoir faire **un état des lieux des bâtiments de votre collectivité**. Pour cela, vous pouvez dénombrer le nombre de bâtiments dans votre collectivité ainsi que leur état. Si possible, nous vous recommandons d'essayer de connaître leur consommation énergétique. Sur la base de ces informations, vous pourrez obtenir des conseils et des informations auprès du Centre de ressources de la Banque

des territoires, spécialement dédié à la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales, [en cliquant ici](#).

■ 2^e étape : se faire accompagner dans votre projet de rénovation énergétique

Vous pouvez prendre contact avec votre direction régionale de l'Ademe pour bénéficier d'un conseiller en énergie partagé (CEP). Dans un objectif de mutualisation des ressources et des compétences, les communes peuvent en effet partager les services d'un technicien spécialisé en énergie. Ce conseiller en énergie partagé est alors en charge de réduire la consommation énergétique des collectivités adhérentes (suivi des consommations, optimisation des systèmes, détection d'économies d'énergie, proposition et conseil de travaux). À destination des communes de moins de 10 000 habitants, l'Ademe cofinance la création de CEP pendant les 3 premières années. Ensuite, les économies d'énergie engendrées par l'activité de ces conseillers permettent d'auto-financer les postes.

Fin 2019, 321 CEP étaient opérationnels sur le territoire, au service de 8 000 communes et 230 EPCI. En 2017, les communes bénéficiant de ce service ont diminué de 15% leur consommation énergétique depuis 2012, soit trois fois plus que la moyenne. Pour plus d'informations [cliquez ici](#).

Vous pouvez également répondre à un appel à manifestation d'intérêt (AMI) de la FNCCR pour bénéficier du programme ACTEE.

Le dispositif du conseil en énergie partagé s'articule avec le programme de certificats d'économies d'énergie (CEE) ACTEE, afin que les collectivités territoriales puissent bénéficier d'un accompagnement et d'une assistance à maîtrise d'ouvrage dans la conduite des travaux d'économies d'énergie.

Le programme permet de :

- **financer l'accompagnement des collectivités territoriales** sur le territoire métropolitain et ultramarin via des appels à manifestation d'intérêt et en mettant en relation des territoires **pour développer des projets mutualisés d'efficacité énergétique et de substitution d'énergies fossiles ;**
- **proposer une offre de maîtrise d'œuvre pour appuyer les collectivités** à toutes les étapes de leur projet de travaux de rénovation.

L'objectif est d'accompagner la rénovation de 50000 bâtiments publics d'ici 2023, et d'appuyer plus de 10000 collectivités. Depuis son lancement, au total 25 groupements ont été lauréats d'appels à manifestation d'intérêt pour des actions groupées d'acteurs publics locaux (collectivité, Syndicat d'énergie, etc.). Suivez la publication des AMI et l'actualité du programme [ici](#).

■ 3^e étape : se doter d'une stratégie de rénovation énergétique de mes bâtiments

Une stratégie de rénovation doit permettre à la collectivité de planifier ses actions d'entretien, de renouvellement et de transformation de son patrimoine. En matière de transition écologique, la programmation d'actions ambitieuses (rénovation globale de bâtiments) doit par exemple se combiner à la mise en place d'actions permettant d'obtenir des résultats à court terme ; elles motivent les équipes et sont une opportunité pour sensibiliser les usagers.

La mise en place d'un processus d'amélioration continue ou d'un système de management environnemental est également un outil utile au déploiement des actions. Pour les bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m², cette stratégie doit également permettre d'atteindre les obligations réglementaires fixées par la loi Elan en matière d'économie d'énergie. **Vous pouvez cofinancer l'élaboration de cette stratégie grâce à l'aide de la banque des territoires en cliquant [ici](#).**

■ 4^e étape : trouver des financements pour réaliser vos projets de rénovation énergétique

Les certificats d'économies d'énergie (CEE) : les collectivités territoriales sont éligibles aux certificats d'économie d'énergie et peuvent ainsi se faire rembourser une partie de leurs travaux d'efficacité énergétique. [En savoir plus en cliquant ici.](#)


Les « coup de pouce chauffage tertiaire » : Le Coup de pouce chauffage tertiaire s'appuie sur une bonification des fiches d'opérations standardisées correspondant à la mise en place d'un système de chauffage (chauffage et eau chaude sanitaire) ou le raccordement à un réseau de chaleur alimenté majori-

tairement par des énergies renouvelables de récupération. La bonification est distribuée par les opérateurs du dispositif des CEE ayant signé une charte dédiée. Pour être bonifiés, les travaux devront être engagés avant la fin de l'année 2021 et achevés avant le 31 décembre 2022 et concernés par le remplacement de l'ensemble des équipements utilisant du fioul ou du gaz.

La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) accordée au projet de rénovation énergétique : la DSIL est dotée de 100 M€/an jusqu'en 2022 pour financer des travaux de rénovation énergétique dans les bâtiments publics des communes et EPCI. Prenez contact avec votre préfet de département.



La Communauté de communes des Crêtes Préardennaises a pour objectif de rénover entre 10 et 15 bâtiments publics (logements, mairies, salles communales, gymnases) à la suite d'audits énergétiques. Pour ce projet, la communauté de communes a fait appel à plusieurs financements différents : la DSIL, un programme de l'Ademe régional, des CEE ... Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

 **Rebecca Bourrut**, chargée de mission TEPOS,
Communauté de communes Les Crêtes Préardennaises
rebecca.bourrut@lescretes.fr 03 24 36 05 67

Les investissements en fonds propres de la Caisse des dépôts via l'offre « intracting » : 500 M€ d'investissement en fonds propres par la Caisse des dépôts peuvent soutenir des modèles économiques innovants, comme la rénovation thermique de lycées, et se rémunérant a posteriori sur les économies d'énergie réalisées, la société portant le risque économique.

Les prêts Ambre pour financer le reste à charge des travaux : la Banque des territoires dispose d'une enveloppe de 2 Md€ qu'elle distribue à travers son prêt GPI Ambre pour financer la rénovation des bâtiments publics. Les prêts sont à taux fixes pour une durée comprise entre 15 et 25 ans (actuellement inférieurs à 1%). **Je prends contact avec le référent régional de la banque des territoires en cliquant [ici](#).**

Les contrats de performance énergétique (CPE) : un CPE permet de garantir le volume d'économies d'énergie souhaité. En cas de non atteinte des résultats escomptés, des pénalités au marché sont prévues. Recourir à un tel contrat permet donc de garantir la qualité de la rénovation et également de bénéficier d'une bonification des certificats d'économies d'énergie valorisés. **Vous pouvez lancer un appel d'offres auprès d'entreprises.**

QUELS ACTEURS POUR VOUS ÉPAULER ?

Vous pouvez utilement vous rapprocher des directions régionales de l'Ademe et de la banque des territoires, de la FNCCR,

ainsi que de votre préfecture de département et des services déconcentrés de l'État (DREAL, DDT-M).



MOBILISER LES CITOYENS : ZOOM SUR LES BÂTIMENTS SCOLAIRES

Le parc scolaire public totalise 130 millions de m², soit 13 % du parc tertiaire national. Rénover votre patrimoine scolaire c'est améliorer la qualité de l'air intérieur des classes, se prévenir des épisodes caniculaires et donc assurer la santé et le confort de nos enfants.

C'est aussi éduquer par l'exemple la nouvelle génération à la transition écologique. Pour ce faire, vous pouvez d'ores et déjà, si votre EPCI s'inscrit dans un conseil départemental ou régional. **Inscrire le collège ou le lycée de votre intercommunalité à l'édition 2020-2021 du concours CUBE.S [en cliquant ici](#).**

Ce concours, organisé par l'Ifpeb et le Cerema, bénéficie d'un programme de certificats d'économie d'énergie (CEE) de 12 M€. Les établissements scolaires qui s'inscrivent s'engagent à **réduire leur consommation d'énergies pendant un an**. En se mobilisant sur les bons usages et le réglage de leurs installations techniques, ils réalisent des économies d'énergie et participent de manière ludique et concrète aux objectifs de réduction de la consommation énergétique des bâtiments. Les CEE permettent pour les candidats la prise en charge des formations des équipes projet dans les établissements, un accompagnement dans l'ensemble de la démarche ainsi que des matériels pédagogiques pour les établissements et les élèves.

Vous pouvez également inscrire l'école de votre intercommunalité au programme **Watty [en cliquant ici](#)**. Ce programme s'inscrit dans le cadre des CEE. Il permet d'offrir aux enfants **une formation au développement durable et leur apprendre à économiser l'eau et l'énergie**. Par rebond, il implique les familles dans la gestion durable des ressources énergétiques.



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*